

DISCOURS DE FIN D'ANNÉE 2024 DE M. GUILLAUME KIGBAFORI SORO PRÉSIDENT DE GÉNÉRATIONS ET PEUPLES SOLIDAIRES (GPS)

***Ivoiriennes, Ivoiriens,
Chers amis de la Côte d'Ivoire,***

En cette fin d'année, l'heure est venue pour nous de nous arrêter un instant, de regarder en arrière et de mesurer le chemin parcouru. C'est également le moment de tourner nos regards vers l'avenir, avec lucidité et détermination, car chaque nouveau départ est une opportunité de réaffirmer nos ambitions collectives et de renouveler notre foi en un avenir meilleur.

Je voudrais profiter de ce moment, traditionnellement consacré aux vœux du nouvel an pour partager avec chacun de vous, ma joie de vous voir en bonne santé, de profiter des heureux moments que vous offre la vie en famille et pour ceux qui luttent contre la maladie ou vivent isolés dans notre pays ou en exil, de retrouver la santé pour les uns, l'espoir de revivre avec les siens dans le cadre familial pour les autres. Vivre, c'est aussi apprendre pour savoir et savoir pour prévoir.

Mes chers compatriotes,

En regardant le monde dans lequel nous vivons, et tel qu'il fonctionne, nous percevons les grandes fractures qui s'y déploient lentement avec leurs conséquences dans les rapports entre États au niveau international, continental et sous-régional, avec également leurs implications dans la vie de notre nation et dans le quotidien de chacun d'entre nous. Rien de ce qui finalement se passe dans le monde ne nous est étranger.

La guerre russo-ukrainienne avec ses nombreuses victimes, les destructions massives d'infrastructures vitales pour les deux pays en conflit sont, à n'en point douter, l'expression patente de la faillite de la diplomatie internationale en cette année qui s'achève. Cette guerre, qui cache difficilement le duel plus vaste entre l'OTAN et le bloc de Shanghai, met en péril la vision d'une communauté internationale fondée sur la coopération pacifique entre États, coopération elle-même structurée par le respect d'accords périodiquement renégociés entre parties respectueuses d'un corps de règles librement consenties, le Droit International.

Cette guerre dont les germes remontent à la chute du mur de Berlin et à la dislocation de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques (URSS) nous ouvre à une nouvelle réalité internationale multiforme qu'il faut apprécier à sa juste mesure : celle de la rébellion de l'Occident contre le droit international, son application sélective et son remplacement progressif par des règles qu'il prend soin de définir et d'imposer aux autres; celle du refus de la garantie de la sécurité comme « bien commun » à tous les États ; celle de la programmation et de l'organisation de guerres par procuration dont la guerre russo-ukrainienne est le meilleur exemple.

Face à l'escalade alarmante de ce conflit devenu central dans la vie internationale, j'en appelle à la prudence et à la responsabilité des dirigeants mondiaux et j'invite l'ONU, en tant qu'organisation dédiée à la paix, à assumer pleinement son rôle et à agir fermement pour écarter le spectre d'une troisième guerre mondiale marquée par l'apocalyptique péril nucléaire.

J'exhorte, par ailleurs, l'Afrique à se préserver des sollicitations hasardeuses visant à entraîner le continent dans l'aventure des guerres par procuration. Les gouvernants africains doivent agir de manière proactive pour protéger l'avenir du continent et garantir la souveraineté de ses peuples.

Mes chers compatriotes,

Comme vous avez pu le constater, l'année 2024 est également marquée par une escalade de la violence au Moyen-Orient. Depuis la fin de la seconde guerre mondiale et la création de l'État d'Israël, le conflit israélo-palestinien constitue une menace pour la paix mondiale. Il revit plus violemment à l'ombre de la guerre russo-ukrainienne avec une extension encore plus dangereuse aux territoires libanais, iranien et plus récemment syrien. Ce conflit met hélas en exergue, au-delà du non respect du droit de la guerre, le démantèlement assumé par l'Occident des règles internationales, leur application sélective aux parties en conflit au regard de la tragédie des massacres croisés des populations juive, palestinienne, libanaise, syrienne et iranienne.

Il faut déplorer que les cinq pays membres du Conseil de Sécurité des Nations Unies ne se donnent pas les moyens d'arrêter les massacres et de réfléchir à la longue souffrance des hommes, des femmes, des enfants, des familles entières de cette vieille terre, fondatrice des trois monothéismes qui voient leurs vies brisées par une violence aveugle alors que le système judiciaire international dispose d'Institutions juridictionnelles ayant vocation à mettre fin à la violation flagrante des droits humains.

Face à cette crise, la paralysie diplomatique de l'ONU, due à ses divisions internes elles-mêmes liées à la rivalité des grandes puissances, à la politisation de ses organes juridictionnels, met en lumière la nécessité d'une réforme profonde de ses mécanismes de décision.

Au regard de tous ces manquements graves préjudiciables à l'humanité, j'en appelle à une refonte de la gouvernance internationale, afin que l'ONU puisse redevenir un outil efficace pour la paix et la sécurité internationales.

J'exprime mon désir de voir engager les négociations dans le Proche-Orient entre les parties en conflit pour que la paix qui en découlera soit inclusive et respectueuse des droits de toutes les populations concernées. La communauté internationale doit également imposer des mesures strictes pour le respect du droit international humanitaire et sanctionner ceux qui violent ces règles. L'impunité ne doit plus être tolérée dans ces conflits où la vie humaine est sacrifiée pour des intérêts politiques ou économiques.

Mes chers compatriotes,

Aux États-Unis d'Amérique, l'élection de Donald Trump ouvre un nouveau chapitre de la vie internationale avec le vœu exprimé par l'élu du peuple américain de proposer les grands axes de la sortie de la crise russo-ukrainienne. Avec cette nouvelle approche, les questions cruciales de la souveraineté des nations et de la paix mondiale doivent redevenir le cœur de la coexistence pacifique entre États.

Au-delà de nos espérances sur les orientations de l'action internationale future du nouveau Président américain, sa victoire revêt une signification particulière pour les peuples et les leaders en quête de souveraineté. Malgré des obstacles incommensurables, un battage médiatique hostile, une diabolisation constante, des sondages pessimistes et des tentatives judiciaires pour l'écarter de la scène politique, Donald Trump a conclu un parcours victorieux grâce à une détermination et une résilience qui restent un modèle de résistance contre les forces hostiles à la libre expression de la volonté populaire. En élisant un candidat victime de « lawfare », ayant survécu à deux tentatives d'assassinat et affronté de multiples inculpations, le peuple américain a voulu montrer que l'opinion populaire peut triompher de l'intimidation et de la manipulation.

Ivoiriennes, Ivoiriens,

L'année 2024 a marqué un moment clé pour notre continent, avec des bouleversements géopolitiques majeurs et une accélération surprenante des dynamiques politiques observées dans certains États.

En matière de gouvernance et de démocratie, notre Continent présente un tableau contrasté. Alors que certains pays connaissent des avancées significatives, d'autres, malheureusement, font face à des reculs inquiétants.

Parmi les pays qui se sont distingués par leurs progrès démocratiques et leur stabilité politique, nous pouvons citer avec une fierté légitime, le Ghana, le Botswana, Maurice, la Namibie et le Sénégal.

Le Ghana confirme sa position de modèle démocratique en Afrique de l'Ouest. L'élection présidentielle de décembre 2024, remportée par John Mahama, marque la quatrième alternance pacifique depuis 2000. La transition en douceur, en cours dans ce pays, renforce sa réputation de stabilité politique et de maturité démocratique.

Le Botswana a également connu une alternance inattendue avec la victoire de l'opposant Duma Boko, mettant fin à la domination du parti au pouvoir depuis l'indépendance, soit depuis 60 ans. La victoire de son adversaire a été reconnue de manière exemplaire par le président sortant Mokgweetsi Masisi. Il a rapidement reconnu sa défaite avant même l'annonce officielle des résultats par la commission électorale, permettant une alternance pacifique et ordonnée. Cette évolution témoigne de la maturité démocratique croissante dans cette partie du continent.

La Namibie a franchi un cap historique en élisant sa première femme présidente, Netumbo Nandi-Ndaitwah. Cette élection marque une avancée significative pour la représentation féminine au plus haut niveau de l'État en Afrique.

Maurice, cette nation insulaire est également un exemple de stabilité démocratique et de développement humain élevé. A l'issue des élections législatives de novembre, une alternance pacifique s'est opérée en faveur de l'opposition. L'Alliance dirigée par l'ancien Premier ministre Navin Ramgoolam, a remporté une victoire écrasante et le Chef du gouvernement sortant a rapidement reconnu la défaite de son camp, marquant ainsi un tournant dans l'histoire politique mauricienne.

Le Sénégal a sauvé l'honneur de l'espace africain francophone globalement hostile à l'idéal et au progrès de la démocratie avec sa troisième alternance démocratique, lors de l'élection présidentielle de mars 2024. Bassirou Diomaye Faye, candidat du PASTEF, a remporté une victoire nette dès le premier tour. Salué pour sa transparence, le scrutin a été qualifié de "victoire de la démocratie sénégalaise" par

le président sortant Macky Sall, qui a reconnu rapidement les résultats. Cette alternance pacifique et les élections législatives anticipées ont consolidé la majorité parlementaire de PASTEF, confirmant ainsi le statut du Sénégal comme un modèle de stabilité démocratique en Afrique de l'Ouest.

A côté de cette « Afrique vertueuse », demeurent encore ces pays de faible culture démocratique qui se distinguent par des élections contestées qui ont souvent dégénéré en violences meurtrières.

Citons notamment le cas du Mozambique où les élections générales d'octobre 2024 ont plongé le pays dans une grave crise politique et sociale, marquée par des accusations de fraude massive et une répression sanglante après la victoire contestée de Daniel Chapo, candidat du FRELIMO, le parti au pouvoir depuis l'indépendance en 1975.

Rappelons également **la situation du Tchad** où l'élection présidentielle de mai 2024, remportée par Mahamat Idriss Déby Itno, a été violemment contestée par l'opposition dirigée par Succès Masra, conduisant à des violences post-électorales et un déploiement massif de l'armée, dont la garde présidentielle, dans la capitale.

Le Soudan, la Somalie et la Libye sont confrontés à des crises multidimensionnelles nourries de rivalités entre de véritables « Seigneurs de guerre » dont les ambitions et le choix des moyens laissent des pays autrefois viables sans structures gouvernementales efficaces pour maintenir l'ordre. L'instabilité profonde qui caractérise ces pays se nourrit de déplacements massifs de personnes, de crises alimentaires aiguës et d'un nombre croissant de morts suscités principalement par la violence des affrontements en vue du contrôle d'appareils d'États défaits.

Je voudrais relever également qu'au cœur de notre continent, **la République Démocratique du Congo (RDC)** continue de faire face à des conflits persistants, particulièrement dans sa partie orientale. Malgré la présence de la plus importante mission de maintien de la paix de l'ONU (MONUSCO), la situation sécuritaire reste précaire, et l'identité des groupes rebelles révèle la complexité du jeu des rivalités d'acteurs régionaux associés à des puissances extérieures régionales dans l'exploitation sauvage des richesses d'un État profondément affaibli.

Ayons conscience que les conflits en RDC ont déplacé 6,4 millions de personnes, plongé 25,6 millions dans une insécurité alimentaire aiguë et laissé 2,7 millions d'enfants sans accès à l'éducation. À cela s'ajoutent des violations massives des droits humains, notamment des dizaines de milliers de cas de violences sexuelles depuis le début de l'année.

Au Sahel, la situation sécuritaire reste critique. En effet, l'on a constaté une intensification des activités de groupes armés terroristes tels qu'Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI), le Groupe de Soutien à l'Islam et aux Musulmans (GSIM), et l'État Islamique dans le Grand Sahara (EIGS). Ces organisations criminelles, impliquées dans le terrorisme, le trafic illégal et l'exploitation des ressources, alimentent l'instabilité régionale, notamment au Mali, au Burkina Faso et au Niger, qui sont parmi les pays les plus touchés au monde selon l'Indice mondial du terrorisme (IMT). L'activité de ces groupes armés terroristes s'étend désormais aux pays côtiers comme le Bénin, qui a enregistré une hausse dramatique des attaques en 2024, ainsi qu'au Togo. Cette instabilité aggrave les crises humanitaires et élargit la menace terroriste à toute l'Afrique de l'Ouest.

Mes chers compatriotes,

Je voudrais m'appesantir tout particulièrement sur la situation de notre sous-région, l'Afrique de l'Ouest qui connaît actuellement des transformations géopolitiques majeures, caractérisées par une montée du souverainisme et du panafricanisme.

Une dynamique géopolitique nouvelle a émergé dans notre sous-région et semble marquer un tournant durable. Les régimes de Transition, nés des coups d'État militaires survenus au Mali, au Burkina Faso et au Niger, traduisent le rejet des pratiques politiques anciennes caractérisées par une déconnexion croissante avec les aspirations populaires, une corruption endémique, une soumission aux intérêts étrangers et une gestion des ressources nationales trahissant un bradage de la souveraineté au profit de puissances extérieures.

Les idéaux du "panafricanisme" et du "souverainisme", accompagnés d'un rejet prononcé de l'influence occidentale notamment française, ont émergé pour renforcer des régimes, qui ont rapidement affirmé leur indépendance et leur engagement envers la souveraineté nationale.

Ce désir de contrôler leur propre avenir a provoqué une opposition farouche de certaines organisations sous-régionales, notamment la CEDEAO dont une partie des membres est allée jusqu'à envisager une intervention militaire contre le peuple nigérien, après avoir imposé un blocus terrestre, maritime, aérien, économique et financier à ces États qui ont choisi de se libérer de leurs anciennes allégeances pour reprendre le contrôle de leur destin.

En réponse, ces pays ont annoncé leur retrait de la CEDEAO, et mis en place l'Alliance des États du Sahel (AES). Ce regroupement appelé à prendre la forme d'une Confédération a lancé plusieurs initiatives ambitieuses, telles qu'un pacte de sécurité mutuelle, des projets économiques communs, des partenariats

énergétiques et une gestion coordonnée des ressources naturelles. Leur intégration est de plus en plus poussée avec la création récente de la “Commission de l’AES”, un organe de coordination dont le but est de faciliter la collaboration entre les trois pays.

L'expérience de l'AES, qui se déploie sous nos yeux, offre des leçons précieuses pour le renouvellement de la pensée et de l'action sur l'autonomie dans le cadre du développement régional. La capacité de ses membres à privilégier des solutions locales face aux défis communs témoigne d'une volonté de réduire la dépendance à l'aide extérieure.

Cette quête d'indépendance repose sur une coopération Sud-Sud renforcée, favorisant une intégration plus profonde et une solidarité accrue et renouvelée entre les nations africaines. Des initiatives concrètes, telles que la suppression des frais d'itinérance téléphonique entre les pays membres, illustrent une approche pragmatique et efficace pour stimuler l'intégration économique entre États. Cela doit inciter à se questionner sur la véritable mission de la CEDEAO : est-elle toujours fidèle aux idéaux de ses Pères Fondateurs, ou s'est-elle transformée en un syndicat de chefs d'États se protégeant mutuellement au détriment des aspirations légitimes de leurs peuples ?

Mes chers compatriotes,

Permettez-moi de finir ce rapide tour de la vie internationale par un regard sur le phénomène du rejet des bases militaires françaises en Afrique et ses conséquences sur l'évolution des politiques de défense africaines.

Les politiques de défense en Afrique francophone ont pris un tournant décisif avec le retrait progressif des forces françaises, symbolisant une remise en question des relations historiques entre la France et ses anciennes colonies. Après les départs du Mali, du Burkina Faso et du Niger, cette dynamique s'est récemment étendue au Sénégal et au Tchad. Au Sénégal, le président Bassirou Diomaye Faye a annoncé la fermeture des bases françaises, soulignant qu'une présence militaire étrangère est incompatible avec la souveraineté nationale. Cette décision concerne environ 350 soldats stationnés dans le pays. Au Tchad, la résiliation, le 28 novembre 2024, de l'accord de défense signé avec la France en 1976 marque le départ imminent de plusieurs milliers de soldats, mettant ainsi fin à la dernière grande emprise militaire française au Sahel.

Ces retraits redéfinissent les approches stratégiques entre des partenaires étroitement liés par le passé. Pour la France, cela signifie une reconfiguration de sa présence militaire en Afrique, une perte d'influence stratégique dans la région et une révision de ses partenariats de défense. Pour les pays cités, cette dynamique traduit

une affirmation de leur souveraineté et une opportunité de diversification de leurs alliances militaires avec d'autres acteurs internationaux. Ils devront également tirer les conséquences de ces décisions en renforçant leurs propres capacités nationales, et en développant une coopération militaire régionale accrue. Comme l'a déjà entamé l'Alliance des États du Sahel.

Dans la redéfinition globale des rapports de puissance en Afrique de l'Ouest, la Côte d'Ivoire, troisième puissance économique de l'espace CEDEAO reste fidèle à cette image d'éternel soumis à des parrains étrangers. Notre pays au lieu d'entretenir les bases militaires françaises se doit de définir une doctrine militaire qui lui soit propre, entièrement fondée sur le principe de la protection de ses intérêts.

Ivoiriennes, Ivoiriens,

Sur le plan national, l'année 2024 a été, plus que les années précédentes, marquée par des drames sociaux induits par la politique inhumaine des déguerpissements. Des opérations dites de lutte contre le désordre urbain ont été menées au mépris de la dignité humaine car n'ayant pas été précédées dans la plupart des cas de recasement des populations impactées ou de compensations financières suffisantes. En illustration du drame humain, nous nous référons au rapport d'Amnesty International en date du 14 août 2024 qui mentionnait :

- des dizaines de milliers de personnes expulsées de force depuis janvier 2024 des quartiers de Gesco, Boribana, Banco 1 et Abattoir;
- des expulsions sans notification adéquate et raisonnable, dont certaines impliquant des violences ;
- des enfants privés d'éducation ;
- 133 fermiers privés de leurs moyens de subsistance;
- des mesures de soutien annoncées jamais mises en œuvre au profit des personnes affectées.

Le dernier trimestre de l'année 2024 a été également marqué par une ébullition du front social, avec la grève des fonctionnaires du secteur Éducation-Formation qui réclament une prime trimestrielle d'incitation au regard non seulement de la pénibilité des conditions de vie et de travail dans un contexte généralisé de cherté de la vie, mais aussi de la jouissance par d'autres catégories de fonctionnaires, de primes spécifiques.

Malheureusement, en lieu et place de solutions idoines pour la réparation de cette injustice, le Gouvernement RHDP a, comme à son habitude, usé de mesures répressives contre le monde syndical : suspensions et ponctions abusives sur les

salaires des grévistes ; mutations-sanctions d'enseignants au nord du pays en pleine année scolaire, ce, au mépris de l'intérêt des apprenants et de la stabilité familiale des mutés.

Dans la même veine répressive contre les mouvements de revendications sociales, il faut aussi relever la dissolution par le Gouvernement RHDP, des mouvements et associations d'étudiants dont la plus représentative, la Fédération Estudiantine et Scolaire de Côte d'Ivoire (FESCI). Le Secrétaire général national de ladite Organisation, Monsieur Sié KAMBOU, a été arrêté et jeté en prison pour des faits de meurtre dont les contours restent à élucider. En droit, la responsabilité pénale étant individuelle, rien ne saurait donc justifier la dissolution par les autorités, d'une association légalement constituée. Le faire, c'est porter une atteinte grave à la liberté d'association, aux libertés politiques et syndicales.

Globalement, 2024 a été pour les ivoiriens, une année éprouvante sur le plan social. La pauvreté s'est accrue du fait des effets induits de l'inflation, de la pression fiscale et du train de vie élevé de l'État. L'accès aux services sociaux de base tels que la santé et l'éducation demeure un parcours de combattant pour les populations.

Ce sombre tableau est corroboré par le dernier rapport global du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) sur le développement humain, dans lequel la Côte d'Ivoire a chuté entre 2021-2022 et 2023-2024, de la 159^e à la 166^e place, sur 193 États évalués

Mes chers compatriotes

Sur le plan économique et financier, l'année s'est achevée avec la session budgétaire du Parlement (Assemblée nationale et Sénat) et l'adoption du budget 2025. Il faut relever que le budget 2025 s'établit à 15 339,2 milliards FCFA, en hausse de 11,8% par rapport à 2024. Au niveau des dépenses, il prévoit notamment 9 843,9 milliards de dépenses budgétaires et 4121 milliards FCFA pour le service de la dette publique.

Ce niveau record du budget, en termes de masse financière en jeu, qui est théoriquement le reflet du niveau de développement socio-économique du pays, doit pouvoir fournir à tous les Ivoiriens, tous bords politiques confondus, des motifs de légitime fierté. Or un examen approfondi des documents budgétaires nous pousse à adopter une attitude de réserve tant le bilan économique de la gouvernance actuelle semble surfait en plusieurs points et masque mal l'incapacité du régime à trouver des solutions pertinentes aux préoccupations quotidiennes des populations ivoiriennes.

En effet, derrière l'accroissement continu du budget de l'État depuis plusieurs années, preuve d'une relative réussite macroéconomique, se dissimulent d'énormes disparités sociales avec 35% de la population vivant en dessous du seuil de pauvreté et un classement peu honorable à la 159^{ème} place de l'Indice de Développement Humain (IDH), notamment à cause de la faiblesse du système éducatif, de l'inégal accès des populations à des soins médicaux de qualité.

Dans la pratique, les populations ivoiriennes peinent à bénéficier des retombées de cette embellie économique du pays tant la pauvreté est prégnante et rampante dans le corps social.

Cette réalité apparaît sous un autre angle dans le récent rapport de la Cour des Comptes sur l'exercice budgétaire de l'année 2023 qui révèle les failles de la gouvernance publique : faible performance de nombreux ministères dans l'exécution de leurs programmes malgré des dotations budgétaires conséquentes; report voire augmentation d'une année sur l'autre des budgets non exécutés. Des dysfonctionnements qui ne donnent lieu à aucune mise en jeu de la responsabilité administrative et/ou politique des autorités mises à l'index et qui, de fait, enlèvent tout intérêt au passage du système du budget de moyens à celui du budget-programme.

Par ailleurs, le budget 2025 révèle l'absorption d'une grande partie des ressources de l'État par le service de la dette au détriment des projets et programmes d'investissement, notamment les dépenses à caractère social dont l'éducation et la santé. Et le niveau global actuel de la dette fait craindre qu'une inversion des tendances ne soit possible pour le court et moyen terme. Ce que confirment les récentes observations de la directrice générale des opérations de la Banque mondiale et le recours au nouveau mécanisme mis en place d'allègement de la dette par le procédé de l'échange de créances contre des programmes de développement.

Mes chers compatriotes,

S'il est avéré que l'endettement fait partie des instruments de financement du développement, c'est l'extranéité des créanciers qui accroît ses risques et entraîne une méfiance à son égard. Aussi, afin d'éviter que la dette ivoirienne soit majoritairement constituée de créanciers extérieurs, il est impératif de mener des politiques publiques qui favorisent l'émergence d'une épargne locale.

Cette épargne nationale ne pouvant provenir des ménages en raison de l'état de pauvreté généralisée en Côte d'Ivoire, il n'y a que les entreprises privées qui peuvent bien jouer un rôle de catalyseur à ce niveau.

Avec une vision claire du développement économique de la Côte d'Ivoire et au-delà des slogans, il faut une véritable politique publique qui favorise l'émergence de véritables champions nationaux. En effet, une analyse de la vie économique révèle le peu d'inclusion des Petites et Moyennes Entreprises (PME) ivoiriennes dans la conduite des grands chantiers de l'État. Seule une politique de discrimination positive menée par le Gouvernement ivoirien à leur égard peut contribuer à leur donner une taille importante leur permettant de rivaliser avec les entreprises étrangères.

***Mes chers compatriotes,
Chers amis de la Côte d'Ivoire,***

Sur le plan politique, je note avec beaucoup de déception que notre combat pour une Côte d'Ivoire structurée en État de droit et démocratique a été trahi par le régime de Monsieur Alassane OUATTARA.

Nous avons rêvé d'une Côte d'Ivoire où la liberté d'association consacrée par notre loi fondamentale serait une réalité palpable. Hélas, notre combat pour asseoir un ordre politique consensuel a été perverti. Ceux pour qui de nombreux jeunes ivoiriens ont perdu brutalement la vie, sont devenus des monstres froids obnubilés par la conservation à tout prix du pouvoir.

A ce stade de mon propos, je voudrais m'incliner encore une fois devant la mémoire de tous ces jeunes tombés sur le front de la lutte pour la démocratie avec la ferme conviction qu'ils menaient le bon et le juste combat. À tous ces vaillants patriotes qui ont sacrifié leur vie, à tous les estropiés à vie, à toutes ces familles dont certains membres vivent encore aujourd'hui encore, de manière dramatique dans les liens de la détention, je demande à nouveau, PARDON.

Pardon pour les torts que nous leur avons causés. Pardon à la Nation ivoirienne pour les fractures non encore résorbées de notre passé récent. A tous et à toutes, je fais la promesse ferme, que nous remporterons le combat de la liberté, le combat d'une Côte d'Ivoire unie et prospère.

Ivoiriennes, Ivoiriens,

L'année 2025 sera une année décisive et exceptionnelle à tous les niveaux, mais singulièrement au niveau électoral. C'est d'ailleurs le lieu de saluer ici, l'ensemble des Ivoiriens pour leur capacité de résilience extraordinaire. Car en dépit du bilan désastreux du recensement électoral en vue des élections à venir, vous avez gardé

vosre calme et vosre sérénité devant une opération savamment conçue pour limiter les effets prévisibles d'un accroissement du corps électoral.

De fait, plusieurs millions d'ivoiriens ne participeront pas encore aux élections parce que l'organe chargé des opérations électorales dans notre pays étale année après année ses limites et ses contradictions. Malgré les ressources importantes mises à sa disposition pour la régulation du jeu électoral, il s'affiche comme une Institution aux ordres, prête à piétiner les règles qui la fondent.

Or, la Commission Électorale Indépendante doit être indépendante. C'est pourquoi nous appelons à sa profonde réforme pour la réussite du processus électoral en cours. Il faut éviter à la Côte d'Ivoire une nouvelle crise électorale aux conséquences imprévisibles et multiformes.

***Mes chers compatriotes,
Chers amis de l'opposition,***

Sur le front de la lutte pour la promotion de la démocratie, notre adversaire est ce régime RHDP qui impose tout aux Ivoiriens. Notre adversaire est ce régime RHDP qui veut tout pour lui et pour son clan et rien pour l'immense majorité des Ivoiriens. Notre adversaire est ce régime RHDP qui refuse royalement et abusivement la compétition politique sur la base de règles consensuelles.

Nous le savons tous, et des exemples récents en Afrique nous le montrent, les luttes d'ego dans l'opposition ont toujours favorisé les régimes dictatoriaux. Seule une dynamique unitaire en Côte d'Ivoire est donc susceptible d'offrir à nos populations, l'espoir d'un véritable changement.

C'est pourquoi, fidèle aux valeurs de solidarité et d'unité qui le fondent, Générations et Peuples Solidaires lance un appel à tous les leaders de l'opposition. Il est temps de travailler ensemble à la constitution d'un « bloc solidaire » pour créer les conditions d'obtention d'une élection présidentielle inclusive, libre et transparente en Côte d'Ivoire.

L'année 2025 est une belle opportunité pour démontrer au peuple de Côte d'Ivoire que nous sommes conscients des souffrances qu'il endure. Ensemble, unissons nos efforts pour relever le défi de l'unité d'action. C'est seulement à ce prix que nous obtiendrons des règles équitables, consensuelles pour que chacun puisse déployer son projet de société ainsi que son programme de gouvernement.

**Mesdames et messieurs,
Chers compatriotes,**

Comment voyons-nous l'avenir du monde, de l'Afrique et surtout de notre chère Nation, la Côte d'Ivoire?

J'ai parlé au début de mon message de ce monde en pleine mutation. Mutation dans les grands équilibres géopolitiques avec l'apparition puis la consolidation progressive des « BRICS » avec pour « têtes de file », la Russie, la Chine, l'Inde, le Brésil et l'Afrique du Sud rejoints par les nouvelles puissances financières du Moyen-Orient. La structuration progressive des «BRICS » offre au « Sud Global », les voies nouvelles de l'expérimentation du multilatéralisme, seule voie de libération pour les peuples encore soumis aux agressions néocoloniales.

Mutation lente et réelle d'une Afrique restée jusqu'à ce jour, un continent considéré presque exclusivement comme un pourvoyeur de minerais et de matières premières aux industries des grandes puissances mondiales. La contestation des contrats miniers, la nationalisation des entreprises minières, l'exigence d'un partage équitable des gains tirés des exploitations minières nous ouvrent à l'ère des grands procès entamés par les entreprises minières occidentales pour récupérer d'une autre main ce qu'elles risquent de perdre avec la liberté que s'octroient les États africains de rechercher des partenariats plus bénéfiques à leurs populations.

Mutation surtout des consciences dans la jeunesse africaine, de plus en plus ouverte au monde grâce au progrès du numérique, sensible à l'indépendance et à la souveraineté des États du continent, attentive à la question du développement inégalitaire des nations, active dans le refus des mœurs et des valeurs d'un Occident repu, érigé en puissance dominante, juge éternel du bien et du mal et de plus en plus isolé, parce que incapable de s'ajuster à la nouvelle ère de la multipolarité.

Une grande partie de l'Afrique se projette lentement dans l'avenir en refusant les guerres par procuration, en réclamant des relations plus égales et moins exploiteuses comme on le voit, tout près de nous, avec l'effort des États du Sahel de sortir du statut encore enviable pour certains d' « État-Protégé » par l'ancienne puissance coloniale.

Plus que jamais, l'Afrique doit tirer les enseignements de son passé récent, depuis les indépendances acquises au forceps pour les uns et par la négociation pour les autres.

J'ai foi en une Afrique libérée de l'oppression sous toutes ses formes, bien insérée dans la mondialisation avec tous les attributs de la Souveraineté : spirituel, politique, économique et social.

Ivoiriennes, Ivoiriens,

Quelle doit être la place de la Côte d'Ivoire, notre pays, face à ce changement du contexte mondial et africain ?

Fidèle à notre tradition de paix, la Côte d'Ivoire est amie de tous, et ennemie de personne.

Elle doit en priorité tirer profit des mutations en cours dans le cadre ouest africain en refusant clairement d'être une zone d'influence des puissances occidentales inscrite dans le projet politique global de l'Ouest Collectif du « diviser pour mieux régner ». Cela implique qu'elle se libère de la présence de forces étrangères sur son sol; qu'elle sorte de la tutelle française pour être le moteur de la reconfiguration de la CEDEAO, de son indépendance économique et financière par un soutien affirmé au projet de la monnaie unique, l'ECO, dont la réalisation souffre des manœuvres dilatoires des « Parrains » de l'UEMOA ; qu'elle s'inscrive intelligemment dans le refus des relations inégalitaires et asymétriques avec l'Occident capitaliste et poursuive ses propres intérêts grâce à une approche intelligente et patiente de la dynamique offerte dans le monde par l'apparition de plusieurs Centres compétitifs.

Pour cela, il nous faut, par l'union, sortir des liens de cet État qui a consolidé son emprise sur le discours public, emprisonne et exile à tour de bras; cet État qui a tout capturé, gère tout et obtient tout ce qu'il veut par la force ou l'achat des consciences.

Notre place est aux côtés des peuples qui luttent pour leur indépendance et leur souveraineté.

Ce doit être notre combat dans l'année qui vient.

Ce doit être notre ambition principale : exister, lutter pour servir le peuple de Côte d'Ivoire et prendre la place qui nous revient de droit dans le vaste mouvement de libération de l'Afrique et de son insertion dans le nouvel ordre international multipolaire.

***Chers compatriotes,
Mesdames et messieurs,***

Avant de conclure mes propos, permettez-moi de m'adresser aux femmes, aux jeunes et aux cadres de Générations et Peuples Solidaires (GPS), notre Mouvement politique.

Je sais les difficultés qui sont les nôtres en ce moment !

Je vois votre souffrance !

Mais je vous le dis: en vérité, la victoire est proche.

***Camarades militants,
Chers sympathisants de Générations et Peuples Solidaires,
Vaillant peuple de Côte d'Ivoire,***

Notre Mouvement souffre le martyr à cause de la volonté d'une seule personne, le chef de l'État actuel de notre pays, la Côte d'Ivoire. Je ne voudrais pas vous rappeler le combat que nous avons mené pour qu'il soit éligible puis élu à la tête de notre nation. Mais je voudrais rappeler que la meilleure leçon à tirer de notre situation, réside dans notre capacité à bâtir un Mouvement politique incontournable à tous les niveaux. C'est pourquoi, je voudrais saluer chacune et chacun de vous pour votre détermination, votre extraordinaire résilience dans la discrétion.

Je vous demande de demeurer sereins, disciplinés et déterminés car nous gagnerons ce combat. Mais pour y arriver, il nous faut, après la mise en place de tous nos organes, poursuivre efficacement et sagement notre implantation et continuer par les voies juridiques appropriées, la lutte en vue de la levée de la suspension de GPS. La force de toute structure politique est la maîtrise du terrain et je vous engage à travailler sincèrement, avec efficacité, au maillage du territoire et au renforcement de nos liens avec la diaspora.

GPS est dans le cœur de nombreux Ivoiriens qui savent les intentions funestes nourries à l'encontre de notre combat. Pour l'heure, nous devons travailler à assurer notre présence à la future élection présidentielle d'octobre 2025. C'est notre droit le

plus élémentaire et nous n'entendons pas le monnayer. En même temps, conscients des réalités de l'état du rapport des forces politiques actuel en Côte d'Ivoire, nous devons poursuivre avec rigueur nos efforts en vue d'une alliance avec les forces d'opposition en lutte pour l'alternance politique dans notre pays. C'est la seule voie crédible pour mettre fin aux souffrances du peuple ivoirien.

Chers compatriotes,

Je voudrais conclure en souhaitant que cette nouvelle année 2025 ouvre des perspectives plus heureuses, tant pour chacun de nous que pour notre pays.

Je voudrais partager avec vous l'espérance en une Côte d'Ivoire sincèrement engagée sur le chemin de la paix et de la réconciliation, en un pays véritablement souverain, prospère, un État de droit digne de la grande civilisation africaine, où chacune et chacun de nous pourra librement jouir de ses droits de citoyen.

À toutes et à tous, je forme mes vœux de bonheur et de succès dans vos différentes entreprises.

Bonne et heureuse année 2025 !

GUILLAUME KIGBAFORI SORO